Publié le 9 septembre 2022

L’Insee relève ses prévisions de croissance pour l’année 2022 à la suite d’un deuxième trimestre favorable

La conjoncture économique reste toujours marquée par la conjonction de plusieurs chocs – sanitaires et géopolitiques –, occasionnant des tensions sur les conditions de production et favorisant l’inflation. L’activité économique en France se caractérise cependant par sa résilience et devrait continuer à croître jusqu’à la fin de l’année, sous réserve d’une absence de crise énergétique.

Selon l’Insee, la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) s’élèverait à 2,6 % en 2022. Ralentie par des troubles exogènes, elle est notamment portée par des mouvements de rattrapage d’activité dans la branche des services marchands. **Les politiques publiques de limitation des prix de l’énergie modèrent la baisse** de pouvoir d’achat et favorisent la consommation des ménages.

Le deuxième trimestre de l’année 2022 a été plus favorable que prévu pour l’économie française

Lire aussi

Les entreprises françaises encaissent les effets de la conjoncture selon la Banque de France et Xerfi

En 2022, les différents chocs exogènes – sanitaires, géopolitiques, voire climatiques – n'ont pas encore produit les effets attendus. Si les entreprises françaises font face à une accumulation de contraintes d'offre, des difficultés d'approvisionnement à l'augmentation des coûts de l'énergie en passant par des problèmes de recrutement de main-d'œuvre, leur activité économique ne semble pas encore pâtir de cette conjoncture défavorable. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), la production nationale a vu son volume croître de 0,5 % au deuxième trimestre, soit 0,3 point au-dessus de ce qui était attendu. La croissance, portée par la vitalité des entreprises de la branche des services marchands – dont font partie la majorité des Entreprises publiques locales (Epl) –, devrait finalement atteindre 2,6 % en 2022.

La dynamique de l'activité économique devrait s'estomper dans les derniers mois de l'année

La croissance observée au deuxième trimestre devrait cependant ralentir jusqu'à la fin de l'année. L'Insee anticipe une progression de l'activité de l'ordre de 0,2 point au troisième trimestre, tandis que le quatrième pourrait suivre la même dynamique, au regard de l'évolution du climat des affaires. Les projections des chefs d'entreprise – comme celles des dirigeants d'Epl par ailleurs – sont en effet optimistes dans les différentes branches d'activité. Mais **une contraction du PIB n'est pas à exclure au dernier trimestre** en cas de durcissement des contraintes d'offre, et notamment en cas d'accroissement des difficultés d'approvisionnement énergétique.

Les contraintes de demande semblent avoir quant à elles moins d'impact sur l'activité. Les politiques publiques conduites à l'échelle nationale ont permis de **limiter l'inflation, qui pourrait atteindre 6,5 % en décembre**, à un niveau nettement inférieur à la moyenne européenne. La baisse de pouvoir d'achat qui en résulte est en partie contrebalancée par l'augmentation des revenus nominaux. Elle semble moins inquiéter les chefs d'entreprise que les contraintes pesant actuellement sur l'offre. L'Insee soulève toutefois que ses différents scénarios sont sujets à de nombreux aléas.

En savoir plus